



# Le rapport Bergier prend le chemin de l'école

Dominique Dirlewanger et Julien Goumaz invitent les gymnases vaudois à une journée d'étude sur la transmission de l'histoire. F.Imhof©UNIL

Comment aborde-t-on l'histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale dans les salles de classe? Enquête à l'occasion du dixième anniversaire de la publication du rapport Bergier, que l'UNIL célébrera les 21 et 22 mars prochains.

Renata Vujica

**D**ix ans après sa publication, le rapport Bergier fait toujours l'objet de controverses. Ce travail scientifique d'une ampleur sans précédent sur le rôle de la Suisse pendant Deuxième Guerre mondiale, qui a mobilisé des chercheurs suisses et internationaux, écarte le mythe national d'un pays résistant (*voir encadré*). Il est ponctuellement attaqué par les milieux conservateurs. Une bataille qui se traduit jusque dans les manuels scolaires. A Genève, en 2003, le Groupe de travail Histoire vécue demande l'interdiction de la brochure pionnière *Le rapport Bergier à l'usage des élèves*, conçue par le formateur en didactique de l'histoire Charles Heimberg. Outre-Sarine, les attaques sont plus virulentes encore. En 2006, l'intégration dans les gymnases et les écoles obligatoires zurichoises du manuel *Hinschauen und Nachfragen*, qui traite des relations entre la Suisse et le national-socialisme, provoque l'ire de la *Weltoewe*, hebdomadaire proche de l'UDC.

Malgré les polémiques, le rapport Bergier se fraie lentement un chemin dans l'enseignement. «Dans les salles de classe, le changement se fait à petits pas et calmement, contrairement aux discours politiques. Aujourd'hui, *Hinschauen und Nachfragen*

a été admis dans la plupart des cantons alémaniques, même les plus conservateurs, sans susciter d'émotion», commente Peter Gautschi, coauteur du manuel et formateur à la Haute école pédagogique de Suisse centrale. Le même constat prévaut dans les établissements romands. A Neuchâtel, le manuel *Histoire géographique 9<sup>e</sup>*, paru en 2010, intègre certaines conclusions du rapport, sous la supervision de l'ancien conseiller scientifique de la commission Bergier, Marc Perrenoud. Adopté dans les écoles obligatoires neuchâteloises, puis repris dans le canton de Vaud, l'ouvrage ne crée pas de remous. «Le débat entre enseignants sur le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale est pacifié. La plupart d'entre eux relèvent la qualité du rapport Bergier et défendent une réflexion sur les légendes nationales, non l'enseignement d'une histoire patriotique», estime Dominique Dirlewanger, chef de file des enseignants d'histoire vaudois et collaborateur à l'Interface sciences-société de l'UNIL.

## Un édifice fragile

Le Plan d'études romand (PER), qui vise à harmoniser la scolarité obligatoire dans tous les cantons, devrait consolider cette prise de distance. Il préconise en effet la distinction entre la mémoire, à laquelle appartiennent

les mythes nationaux, et l'histoire, soit les données objectivées. «Le PER n'oblige pas à mentionner le rapport Bergier. Mais entre les lignes, il incite fortement les enseignants à l'aborder», juge Dominique Dirlewanger, qui participera aux deux journées de l'UNIL. Pour les enseignants qui souhaitent se pencher sur ce pan de l'histoire helvétique, il existe de nombreuses sources. Les cantons de Genève et de Vaud ont par exemple soutenu la publication d'un classeur intitulé *Racisme(s) et citoyenneté*, sous la direction de Monique Eckmann et Michèle Fleury, qui contient une série de matériaux portant sur le rapport Bergier. Le site des documents diplomatiques [www.dodis.ch](http://www.dodis.ch) propose un e-dossier sur la Suisse, les réfugiés et la Shoah, ainsi que d'autres informations issues du rapport Bergier. Dans le canton de Vaud, l'association [memorado.ch](http://memorado.ch), qui regroupe des professeurs de l'UNIL et des enseignants de gymnases, a mis en ligne un dossier de ressources.

Malgré cette percée, les entraves à une pleine intégration du rapport Bergier dans l'enseignement restent nombreuses. «La campagne de désinformation des milieux opposés à cette étude est une vulgate qui se propage, alors même que le souffle médiatique est retombé et qu'on ne parle plus des acquis du rapport», estime Charles Heimberg.

Un climat qui inquiète aussi Marc Perrenoud, ancien conseiller scientifique de la commission Bergier. «La mouvance opposée à l'évolution de l'analyse historique continue à publier des livres présentant une vision idyllique de la Suisse. Ces ouvrages condamnent le rapport Bergier sans mentionner les nuances qu'il contient. C'est une manière de bloquer les débats qui nuit aussi à la compréhension du monde actuel.»

Si l'édifice reste fragile, c'est aussi que l'histoire occupe une place minoritaire dans l'enseignement. Pour Peter Gautschi, cette menace est plus importante que les controverses politiques. «En Suisse alémanique, le Lehrplan 21, équivalent du Plan d'études romand, supprime l'histoire en tant que branche unique à l'école obligatoire. Les enseignants risquent d'évincer le rapport Bergier par manque de temps.» Le Plan d'études romand ne prévoit rien d'aussi explicite. Mais une récente expérience genevoise démontre que le débat n'est pas clos. En 2011, le Conseil d'Etat prévoyait une réduction des heures d'histoire dans la grille horaire. Il l'a retirée suite à une levée de boucliers des enseignants. Pour cette fois.

## L'UNIL FÊTERA LA TITANESQUE RECHERCHE DEUX FOIS

C'est la recherche historique de tous les superlatifs. Mise en place en 1996 suite au scandale des fonds juifs en déshérence, la Commission d'experts Suisse Seconde Guerre mondiale, présidée par Jean-François Bergier, dispose de 22 millions de francs, d'un accès inédit aux archives des banques et des entreprises. Le 22 mars 2002, elle publie un rapport final de 11'000 pages, s'éloignant du mythe d'une «Suisse résistante» véhiculé durant la Guerre froide. La recherche dévoile une vaste collaboration économique avec le Troisième Reich et d'autres pays, ou encore le refoulement des juifs à la frontière. Il apporte aussi des éléments «à décharge».

En mars, l'UNIL organise deux journées de réflexion sur les acquis de ce rapport, avec l'ancien conseiller scientifique de la commission Bergier Marc Perrenoud, les professeurs de l'UNIL Sébastien Guex et Hans-Ulrich Jost, l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss, l'enseignant et collaborateur de l'Interface sciences-société Dominique Dirlewanger, et le journaliste Pietro Boschetti, auteur d'une version synthétique du rapport. Placée sous le sceau de «Autrement dit, les cours publics de l'UNIL», la journée du 21 mars est ouverte à tous. La journée d'étude du 22 mars sera, elle, dédiée aux gymnases vaudois. «Nous avons voulu profiter de ce dixième anniversaire pour réfléchir à la transmission des recherches historiques, mais aussi à la nécessité de l'histoire pour éclairer les questions actuelles», estime Julien Goumaz, responsable des événements à l'UNIL.

 [www.unil.ch/ateliers-ssh](http://www.unil.ch/ateliers-ssh)

## «La Suisse est obsédée par la peur de ses propres divisions»



© DR

**Les historiens de la commission Bergier affirmaient avoir subi de fortes pressions au cours de leur mandat. Pouvez-vous décrire ce climat?**

Lorsque la commission a été mise sur pied, d'un côté certains politiciens de droite considéraient que la Suisse devait sortir blanchie de cet examen. D'un autre, le Congrès juif mondial souhaitait au contraire que ce soit une instruction à charge. Jean-

François Bergier a admirablement su résister à toutes les pressions. Il n'en reste pas moins qu'il a souffert de l'atmosphère qui régnait autour des travaux de la commission. Il était surtout affecté par ce qu'il découvrait au fur et à mesure de l'avancée des recherches. Lui qui avait une image très positive de la Suisse avait dû, face aux faits, apporter des retouches à cette conception idéalisée. Puis il a été fortement attaqué par la droite qui, elle, n'a pas fait ce chemin et n'a pas accepté de tenir compte des éléments que la commission mettait en évidence.

**Le rapport final n'a pas été suivi d'un débat politique, ni d'un véritable écho, ce que déplorait Jean-François Bergier. Que s'est-il passé?**

Le Conseil fédéral ne s'est pas donné les moyens d'utiliser ce matériel pour poursuivre et approfondir le débat populaire. Je pense que la Suisse est toujours obsédée par la peur de ses propres divisions, ce qui nous a fait vite passer sur des problèmes qui mériteraient d'être débattus en profondeur. Cela

me désole. Le rapport Bergier aurait mérité d'être porté davantage à la connaissance du public, avec des moyens modernes de diffusion. Heureusement, si les autorités ont préféré mettre un terme à l'introspection, des citoyens et les enseignants ont pris le relais, comme Pietro Boschetti qui a écrit un ouvrage de vulgarisation. (Les Suisses et les nazis - Le rapport Bergier pour tous, *ndlr*).

**Si une telle analyse historique devait être menée aujourd'hui, donnerait-elle lieu aux mêmes réticences?**

Oui, je pense qu'on assisterait au même déroulement. On essaierait de faire le dos rond, en attendant que cela passe. Et ensuite, contraint et forcé, on se pencherait sur notre histoire et on serait effrayé par les pans d'ombre éclairés. Puis on essaierait d'oublier. N'est-on pas en train de le faire actuellement, avec la problématique des banques suisses ayant aidé des clients américains à frauder le fisc? Malheureusement, je ne suis pas sûre que la capacité d'apprentissage soit très grande au niveau d'une société.